REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 31 mai au 06 juin 2022

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Coopération régionale : Projet GPS.....2
- Commission de l'Océan Indien Une délégation seychelloise aux travaux du comité de pilotage du projet « Gouvernance, Paix et Stabilité' »

1.2 Météorologie.....6
- EUMETSAT's Meteosat-9 satellite keeps a watchful eye on Indian Ocean weather

2. Centres d'Intérêts

2.1 Pêche.....7
- SEYCHELLES : PAS DE CONSENSUS TROUVÉ À LA COMMISSION DES THONS DE L'OCÉAN INDIEN

2.2 Journée de l'environnement.....9
- Journée mondiale de l'environnement : coup d'envoi des activités écologiques du Défi Media Group

2.3 Tourisme.....11
- Voyages et tourisme (1er trimestre 2022) : Une lente mais sûre reprise…

2.4 Economie.....12
- La Banque mondiale entrevoit un ralentissement de la croissance à Madagascar

2.5 Changement climatique.....13
- Hausse du niveau de la mer à La Réunion : nos plages pourraient être submergées à partir de 2050

2.6 Santé.....14
- Variole du singe : 780 cas dans les pays non endémiques, selon l'OMS

2.7 Culture et patrimoine.....15
- Mission UNESCO/ICOMOS : comprendre les objectifs et les perspectives

2.8 Covid-19.....16
- Covid-19 – le point au 3 juin : 158 cas positifs, dont 13 admis à l'ENT

Commission de l'Océan Indien Une délégation seychelloise aux travaux du comité de pilotage du projet « Gouvernance, Paix et Stabilité' »



Une délégation seychelloise a pris part ce mardi, à Hennessy Park, à Maurice, à la première réunion du Comité de pilotage du Projet « gouvernance, paix et stabilité » (GPS). L'objectif de cette rencontre de deux jours était de mettre en place une structure de gouvernance régionale du démarrage du projet visant à contribuer à la stabilité, la paix et la gouvernance démocratique dans la région de l'océan Indien et les Etats membres de la COI.
Ce projet qui est à l'initiative des Etats membres, est financé à hauteur de 8 millions d'euros par l'Agence Française de Développement (AFD), pour une durée de 54 mois.
Il vise essentiellement à appuyer le processus d'évolution institutionnelle et fonctionnelle de la COI, initié par l'adoption de la Déclaration de Moroni du 3 août 2019 et confirmé par la signature de l'Accord de Victoria Révisé le 6 mars 2020.
Le Comité de pilotage est chargé non seulement de proposer des réorientations de projet mais doit également contribuer à établir une complémentarité et d'éventuelles synergies avec des actions en cours au niveau national. Sa mission principale est, en d'autres termes, d'assurer la mise en œuvre du projet régional d'appui afin de favoriser l'atteinte des objectifs de façon efficace.
Pendant les deux jours, les participants se sont penchés sur la gouvernance du projet et la faisabilité de la tenue des comités nationaux de coordination techniques (CNCT) ; ils ont également pu échanger sur diverses propositions de programmation et se sont mis d'accord sur des recommandations à adopter sur le plan d'activité du projet GPS.

Les échanges ont tourné essentiellement autour de quatre thématiques, à savoir : (i) la Prévention des crises :
(ii) l'Accompagnement des Etats aux processus électoraux ;
(iii) la Gouvernance démocratique ;
(iv) et le Renforcement de la coopération politique de la COI.
La rencontre a également permis d'élaborer un premier plan de travail pour l'année à venir et il est attendu que le COPIL se réunisse une fois par an, sous la présidence du pays qui assume la Présidence du Conseil des ministres de la COI.
D'amples consultations et des missions d'évaluation seront effectuées par des experts au cours de l'année, dans la région y compris aux Seychelles, afin de définir ce qui pourrait se faire dans chaque Etat membre.
A noter que les Seychelles étaient représentées aux travaux par M. Jacques Belle, l'OPL de la COI et directeur général au Ministère des Affaires étrangères et du Tourisme ; Mme Manuella Amesbury, CEO de la Commission électorale des Seychelles ; Mme Irene Sirame Procureur d'Etat au Bureau du Procureur Général et Mlle Emma Didon, secrétaire de la Commission des affaires internationales à l'Assemblée Nationale des Seychelles.

Commission de l'Océan Indien - Une délégation seychelloise aux travaux du Comité de Pilotage du Projet ''Gouvernance, Paix et Stabilité''



Une délégation seychelloise a pris part ce mardi, à Hennessy Park, à Maurice, à la première réunion du Comité de pilotage du Projet « *gouvernance, paix et stabilité* » (GPS). L'objectif de cette rencontre de deux jours était de mettre en place une structure de gouvernance régionale du démarrage du projet visant à contribuer à la stabilité, la paix et la gouvernance démocratique dans la région de l'Océan indien et les Etats membres de la COI.

Ce Projet qui est à l'initiative des Etats Membres, est financé à hauteur de 8 millions d'euros par l'Agence Française de Développement (AFD), pour une durée de 54 mois.

Il vise essentiellement à appuyer le processus d'évolution institutionnelle et fonctionnelle de la COI, initié par l'adoption de la Déclaration de Moroni du 03 aout 2019 et confirmé par la signature de l'Accord de Victoria Révisé le 6 mars 2020.

Le Comité de pilotage est chargé non seulement de proposer des réorientations de projet mais doit également contribuer à établir une complémentarité et d'éventuelles synergies avec des actions en cours au niveau national. Sa mission principale est, en d'autres termes, d'assurer la mise en œuvre du projet régional d'appui afin de favoriser l'atteinte des objectifs de façon efficace.

Pendant les deux jours, les participants se sont penchés sur la gouvernance du projet et la faisabilité de la tenue des comités nationaux de coordination techniques (CNCT) ; ils ont également pu échanger sur diverses propositions de programmation et se sont mis d'accord sur des recommandations à adopter sur le plan d'activité du projet GPS.

Les échanges ont tourné essentiellement autour de quatre thématiques, à savoir : (i) la Prévention des crises ;

(ii) l'Accompagnement des Etats aux processus électoraux ;
(iii) la Gouvernance démocratique ;
(iv) et le Renforcement de la coopération politique de la COI.
La rencontre a également permis d'élaborer un premier plan de travail pour l'année à venir et Il est attendu que le COPIL se réunisse une fois par an, sous la présidence du pays qui assume la Présidence du Conseil des ministres de la COI.
D'amples consultations et des missions d'évaluation seront effectuées par des experts au cours de l'année, dans la région y compris aux Seychelles, afin de définir ce qui pourrait se faire dans chaque Etat membre.
A noter que les Seychelles étaient représentées aux travaux par M. Jacques Belle, l'OPL de la COI et Directeur Général au Ministère des Affaires Etrangères et du Tourisme, Mme Manuella Amesbury, CEO de la Commission électorale des Seychelles, Mme Irene Sirame Procureur d'Etat au Bureau du Procureur Général et Mlle Emma Didon, secrétaire de la Commission des affaires internationales à l'Assemblée Nationale des Seychelles.

Plus d'infos cliquez les liens ci-dessous :

- https://appablog.wordpress.com/2022/06/01/commission-de-locean-indien-une-delegation-seychelloise-aux-travaux-du-comite-de-pilotage-du-projet-gouvernance-paix-et-stabilite/
- https://www.africa-newsroom.com/press/commission-de-locean-indien-une-delegation-seychelloise-aux-travaux-du-comite-de-pilotage-du-projet-gouvernance-paix-et-stabilite?lang=fr

EUMETSAT's Meteosat-9 satellite keeps a watchful eye on Indian Ocean weather

The satellite is crucial for monitoring severe weather events which impact the people on Indian Ocean islands and in eastern Africa

EUMETSAT has re-positioned its Meteosat-9 meteorological satellite over the Indian Ocean, from where it will provide data crucial for the safety of the people of island nations and eastern Africa.
It is also important for improved weather forecasting in Central and Eastern Europe and Central Asia.
The satellite will replace EUMETSAT's ageing Meteosat-8 spacecraft, which soon will be decommissioned and moved to the "graveyard orbit".
"EUMETSAT provides this service on a best-effort basis, as its contribution to an international initiative to provide meteorological satellite coverage from the geostationary orbit over the Indian Ocean region," EUMETSAT Director-General Phil Evans said.
"It ensures the service provided by Meteosat-8 continues after that satellite is decommissioned later this year.
"This service is critical for monitoring severe weather events, such as cyclones, which dangerously affect the livelihoods of Indian Ocean populations and the security of people on the African east coast.
"Meteosat-9 is a very capable geostationary meteorological satellite and an important source of up-to-date weather and climate information.
"Maritime transport, aviation, fisheries and agriculture, tourism and public weather services on and around the Indian Ocean, including the overseas territories of EUMETSAT member states, rely on this satellite's data. The European Union and the Indian Ocean Commission facilitate access to and use of Meteosat data in the island states in support of disaster resilience and climate change adaptation."
Meteosat-9 was moved earlier this year to 45.5°E from 3.5°E in a 79-day journey.
It has been operating in parallel with Meteosat-8 for the past two months.
Meteosat-9, launched in 2005, will be the fifth EUMETSAT satellite to serve this part of the globe, following Meteosat-5, -6, -7 and -8.
In addition to providing meteorological imagery, the satellite will support search and rescue efforts and relay information for tsunami warnings.
For information about Meteosat-9's journey to its new position, read our article **here**.

SEYCHELLES : PAS DE CONSENSUS TROUVÉ À LA COMMISSION DES THONS DE L'OCÉAN INDIEN



LA COMMISSION DES THONS DE L'OCÉAN INDIEN (CTOI) A TENU SA RÉUNION ANNUELLE AUX SEYCHELLES DU 16 AU 20 MAI DERNIER. « BIEN QUE 22 PROPOSITIONS AIENT ÉTÉ SOUMISES, LES MESURES QUI EN RÉSULTENT, QUI ONT FINALEMENT ÉTÉ ADOPTÉES, CONCERNAIENT DES PROBLÈMES DE GESTION RELATIVEMENT MINEURS. LES PLUS DIFFICILES ET LES PLUS CRITIQUES CONCERNANT L'ALBACORE ET LE LISTAO ONT DÛ ÊTRE REPORTÉES À L'ANNÉE PROCHAINE FAUTE DE CONSENSUS », REGRETTE LA STA DANS UN COMMUNIQUÉ ÉMIS LE 31 MAI.

« La situation concernant le stock de thon albacore s'est empirée dans l'océan Indien selon le dernier rapport scientifique de la CTOI », explique Cougen Purseramen, président de la STA (Sustainable Tuna Association) , qui regroupe des entreprises mauriciennes. « Cette réunion de la Commission était importante pour adopter des mesures plus drastiques, afin d'assurer la viabilité à long terme des stocks de l'océan Indien et de l'industrie de transformation associée et les milliers d'emplois qui en découlent. Malgré l'urgence évidente de la situation, il est regrettable que certains pays aient choisi d'ignorer une fois de plus les avis scientifiques, sans se rendre compte peut-être que, ce faisant, la situation va empirer d'année en année ».

À la CTOI, les résolutions sont adoptées par consensus. En cas d'objection de l'un des trente pays membres, les résolutions ne peuvent être adoptées. « En 2021, lorsque l'adoption d'une nouvelle résolution sur l'albacore a été adoptée, six pays ont décidé par la suite que les réductions de captures ne pouvaient pas être appliquées à leurs pays respectifs. Cette année, ces mêmes opposants, ainsi que d'autres, ont empêché l'adoption d'autres réductions nécessaires. Chaque pays doit faire plus d'efforts. Maurice allait être affectée par de nouvelles réductions, et pourtant notre délégation a expliqué que notre pays et notre industrie étaient prêts à faire les sacrifices nécessaires, car sinon, c'est tout l'océan Indien qui va souffrir », a ajouté Cougen Purseramen.

Absence d'accord sur l'albacore et le listao

Les thons tropicaux sont des espèces hautement migratoires qui se déplacent dans tout l'océan Indien, transitant dans différentes zones économiques exclusives (ZEE) et en haute mer.

Les membres de la STA disent noter « la déception généralisée à l'échelle mondiale, de la part de diverses parties prenantes, face à l'absence d'accord sur l'albacore et le listao ». « *Certaines ONG appellent déjà les distributeurs européens à ne pas acheter de thon Albacore de l'océan Indien. Il est injuste de faire porter, sans discernement, la responsabilité sur tous les membres, alors qu'un certain nombre de pays, dont Maurice, ont plaidé pour l'adoption de plus de mesures de gestion et étaient prêts à faire des efforts supplémentaires* », déplore Cougen Purseramen. La prochaine réunion de la Commission de la CTOI aura lieu à Maurice en 2023. Tous les gouvernements des pays membres seront représentés par des délégations, ainsi que leurs industries respectives et un grand nombre d'ONG.

La Sustainable Tuna Association est composée d'entreprises mauriciennes du secteur des produits de la mer : Princes Tuna (Mauritius) Ltd, Indico Canning, Froid des Mascareignes, Marine Biotechnology Products, Cervonic, Seafood Hub Ltd et Transfroid.

Journée mondiale de l'environnement : coup d'envoi des activités écologiques du Défi Media Group

PAR ROSHNEE SANTOO

De nombreux artistes ont répondu présents au concours de Live Painting qui s'est tenu à Casela Nature Parks.



Campagne de reboisement à la plage publique PG Anna, Flic-en-Flac avec Absa Bank et Miss Environment International Mauritius.



Mise en terre des plantes adaptées à l'environnement côtier par la Beach Authority.

L'équipe du Sustainable Energy Fund for Africa (SEFA) n'a pas été découragée par le soleil de plomb.

BKind et le Leo Club étaient également sur place pour apporter leur pierre à l'édifice de la cause environnementale.

Le Défi Media Group célèbre la 50e journée mondiale de l'environnement avec une série d'événements initiée par Le Défi Vert, Le Défi Digital et Téléplus ce week-end. Le samedi 4 juin, le coup d'envoi des activités a été donné avec le reboisement de la plage publique de PG Anna, Klondike, a Flic-en-Flac, en collaboration avec la Beach Authority. Une Live Painting Compétition a eu lieu au Casela Nature Parks. Ce, pour le plus grand plaisir des petites et des grands.

Campagne de reboisement à Flic-en-Flac

Une cinquantaine de plantes adaptées à l'environnement côtier ont été mis en terre samedi à la PG Anna Public Beach, Flic-en-Flac. Une initiative du Défi Media Group qui a reçu le soutien de la Beach Authority. L'organisme engagé dans la promotion des plages vertes et propres, souhaite ainsi sensibiliser la population à la protection des plages et de l'environnement en général. Daniel Laurent, chairman de la Beach Authority, a profité de l'occasion pour lancer un appel aux Mauriciens. « Cette collaboration avec le Défi Media Group est en ligne avec notre mission d'améliorer et de garder les plages propres. Nous appelons les Mauriciens à développer une conscience écologique pour protéger nos plages », a-t-il fait ressortir.
Des représentants d'Absa Bank étaient également partie prenante de cette initiative écologique et sociétale. Rozina Abia, Head of Branch Network and Sales chez Absa, prône l'adoption de gestes écologiques pour bâtir une île durable. « Chez Absa, la conscientisation écologique est une priorité. Dans cette lignée, nous avons lancé le Green Loan en novembre 2021, avec des produits adaptés aux besoins de nos clients grâce à un financement à 100 % pour leurs projets écologiques, notamment l'achat de véhicules électriques, hybrides et photovoltaïques, entre autres », a-t-elle souligné. Leo Club, SEFA, Miss Environnment International Mauritius et Bkind sont également associés à la campagne de reboisement. **Suite de l'article**

Lire aussi :

- https://ionnews.mu/journee-mondiale-de-lenvironnement-sov-lanatir-sengage-pour-un-meilleur-ecosysteme/ Ionnews.mu
- https://www.nation.sc/articles/13844/seychelles-takes-part-in-stockholm-50-meeting-in-sweden Nation.sc
- https://alwatwan.net/politique/50-ans-apr%C3%A8s-la-conf%C3%A9rence-de-stockholm-i-le-pr%C3%A9sident-r%C3%A9it%C3%A8re-la-politique-%C2%ABun-comorien-un-arbre-d%E2%80%99ici-2030%C2%BB.html Al-watwan

Voyages et tourisme (1er trimestre 2022) : Une lente mais sûre reprise…



— … mais les arrivées touristiques sont encore à -54% de ce qu'ils étaient en 2019, la dernière année avant le Covid
— Les Français toujours en pole position de nos visiteurs— Les touristes préfèrent les vols directs— Les Maldives continuent de profiter de leur audace d'avoir ouvert leurs frontières avant tout le monde— 30% des départs de Maurice sont vers Dubaï, plus hub de transit que de destination

Le tourisme mauricien est encore à la croisée des chemins, mais assure une lente mais sûre remontée vers les sommets, si l'on s'en tient aux données de Statistics of Mauritius, même si l'on est encore à -54% du niveau des arrivées de 2019, la dernière année avant le Covid. L'optimisme peut raisonnablement être de vigueur, à condition que la destination garde son attrait et se sorte rapidement de cette actualité qui commence à lui faire du tort sur le plan international et surtout en France, notre principal marché, où les valeurs des droits de l'homme sont très ancrées. Statistics Mauritius a émis lundi dernier, le 30 mai, les données des indicateurs économiques et sociaux sur les voyages internationaux et le tourisme pour le premier trimestre de 2022 à Maurice. Afin de bien relativiser les données, l'organisme note d'emblée en préambule qu'en 2021, en raison de la pandémie de Covid-19, les voyages vers et depuis certaines destinations ont été autorisés du 1er janvier au 9 mars, mais que les frontières nationales ont de nouveau été fermées du 10 mars au 14 juillet. Ensuite, du 15 juillet au 30 septembre, les voyages à destination et en provenance de certaines destinations ont été autorisés. **Suite de l'article**

Lire aussi :

- **http://www.seychellesnewsagency.com/articles/16769/%2C+pax+travel+between+Seychelles%27+two+main+islands+annually++Building+of+new+ferry+terminal+starts+to+reduce+congestion**

La Banque mondiale entrevoit un ralentissement de la croissance à Madagascar

Mandimbisoa R.

La Banque mondiale prévoit un taux de croissance économique revue à la baisse cette année à Madagascar. Si les autorités Malgaches prévoient un taux de croissance positive, de 5,4% cette année, dans le cadre de loi des Finances initiale 2022, dans sa note de conjoncture économique publiée hier, la Banque mondiale, estime qu'il ne devrait pas passer 2,6% cette année, contre 4,4% l'année dernière.

L'économie de Madagascar « *est confrontée à de nouvelles menaces suite à de nouveaux épisodes de COVID- 19 (coronavirus), à une série d'événements climatiques extrêmes et aux retombées du conflit en Ukraine au début de 2022* », explique la Banque mondiale. Mais c'est surtout la guerre en Ukraine qui a un impact notable sur l'évolution économique de Madagascar, en raison du ralentissement de la demande des partenaires commerciaux et de la hausse des prix du pétrole qui devrait entrainer une détérioration de la balance commerciale et des pressions croissantes sur les finances publiques.

« *Face à de nouveaux chocs et incertitudes, Madagascar doit plus que jamais entreprendre des réformes audacieuses pour accélérer la croissance et renforcer sa résilience* », a déclaré Idah Z. Pswarayi-Riddihough, directrice des opérations de la Banque mondiale pour les Comores, Madagascar, Maurice et le Mozambique. « *C'est une nécessité pour réduire la pauvreté dans les années à venir et d'éviter un retard croissant par rapport aux pays pairs.* »

Ainsi, la Banque mondiale qui figure parmi les partenaires financiers potentiels de la Grande île établit certains nombres de priorités qui sont mises en avant comme particulièrement urgentes : une stratégie claire pour accélérer la vaccination des personnes vivant en situation de vulnérabilité, dans les zones urbaines et touristiques, la restauration des services publics essentiels et des infrastructures de connectivité suite aux récents chocs climatiques, des mesures fortes visant à réduire l'insécurité alimentaire et à stimuler la production agricole nationale, des réformes de la tarification du carburant et de l'électricité , un nouvel élan pour stimuler l'accès au haut débit et aux services numériques et davantage de transparence et de redevabilité dans le secteur public.

Ce rapport de la Banque mondiale souligne également l'importance d'améliorer les performances des écoles publiques suite à la détérioration continue des résultats d'apprentissage ces dernières années. Basé sur de nouveaux résultats analytiques, le rapport suggère une nouvelle approche pour améliorer les performances comprenant des mesures renforçant la sélection et l'évaluation des enseignants, la gestion des salaires et des subventions scolaires, le mécanisme de recours et la participation des communautés locales.

Hausse du niveau de la mer à La Réunion : nos plages pourraient être submergées à partir de 2050



Selon le dernier rapport de l'Organisation Météorologique Mondiale, structure de l'ONU, plusieurs records liés au changement climatique ont été battus en 2021. Les probabilités que certaines plages de l'île soient submergées par les flots ne sont donc pas à exclure.
Augmentant de 4,5 millimètres par an, le niveau moyen mondial de la mer connaît une progression deux fois plus importante qu'il y a quelques années. Les Réunionnais sont préoccupés.

L'océan se rapproche, les Réunionnais s'inquiètent

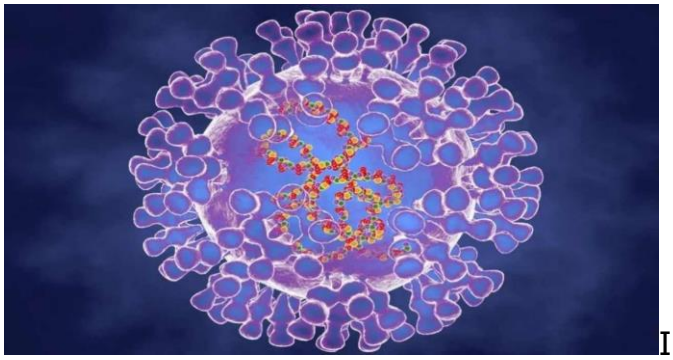
Interroges sur le sujet, de nombreux Réunionnais s'inquiètent : "On aime nos plages et nos pique-niques, confie un homme, c'est vrai que c'est quelque chose qui nous inquiète et auquel on prête une grande attention", indique-t-il. Préoccupé par le réchauffement climatique, un autre explique : "Le réchauffement climatique est très inquiétant pour toute la planète, il n'y a pas que La Réunion, même si on est quand même concerné parce qu'on est sur une île", conclut-il.
Certains réunionnais se sentent concernés par la situation : "On ne s'en rend pas compte mais on doit prendre soin des plages, explique une femme, parce que sinon l'eau montera bientôt et on aura plus de lagon et plus de plages pour faire des pique-niques et manger des caris". Une autre rajoute : "C'est une chose à laquelle je pense, forcément, puisque je suis originaire de l'archipel des Comores et on est donc tous concernés par ce problème. Sur un plus ou moins long terme, la montée des eaux est quelque chose qui pourrait arriver", confie-t-elle.

Un risque pas aussi imminent que ça ?

Selon Rémy Belon, chef de projet littoral au BRGM de La Réunion, la topologie de l'île serait un atout contre le montée des eaux : "*Dans les cinquante prochaines années, on sait que le niveau de la mer va augmenter et potentiellement une intensification des phénomènes de forte houle, qu'ils soient de types cycloniques ou australes, cette modification devrait être de plus faible ampleur jusqu'à 2050, et devrait augmenter d'intensité au-delà de cette date*", indique-t-il.
Les Réunionnais peuvent donc toujours profiter des plages pendant encore un bon moment.
Patrick Rivière.

Lire aussi : Environnement : Dans l'Arctique, la difficile quête d'un tourisme durable | Imaz Press Réunion : l'actualité de la Réunion en photos (ipreunion.com)

Variole du singe : 780 cas dans les pays non endémiques, selon l'OMS


Illustration du virus de la variole/(ROGER HARRIS / SCIENCE PHOTO LIBRA / RHR / AFP

Au total 780 cas de variole du singe confirmés en laboratoire ont été signalés par 27 pays non endémiques, a annoncé dimanche l'Organisation mondiale de la santé (OMS), en répétant que le risque au niveau mondial était modéré.

Un chiffre sans doute sous-estimé en raison d'informations épidémiologiques limitées, et "il est très probable que d'autres pays identifieront des cas et qu'il y aura une nouvelle propagation du virus", a ajouté l'OMS.

Peu d'hospitalisations ont été signalées, en dehors de l'isolement des patients.

Les pays non endémiques ayant signalé le plus de cas sont la Grande-Bretagne (207), l'Espagne (156), le Portugal (138), le Canada (58) et l'Allemagne (57). Hors Europe et Amérique du Nord, des cas ont également été signalés - un seul à chaque fois - en Argentine, en Australie, au Maroc et dans les Émirats arabes unis.

"Bien que le risque actuel pour la santé humaine et pour le grand public reste faible, le risque pour la santé publique pourrait devenir élevé si ce virus exploite l'opportunité de s'établir dans des pays non endémiques en tant qu'agent pathogène humain répandu", a déclaré l'agence onusienne dans une mise à jour de son appréciation de la maladie.

"L'OMS évalue le risque au niveau mondial comme modéré étant donné que c'est la première fois que de nombreux cas et grappes de cas de variole du singe sont signalés simultanément dans des pays non endémiques et endémiques", a-t-elle ajouté.

Selon l'OMS, aucun décès n'a été signalé dans les pays non endémiques, contrairement aux endémiques: Cameroun, République centrafricaine, Congo-Brazzaville, République démocratique du Congo, Liberia, Nigeria, Sierra Leone, Gabon, Côte d'Ivoire, ainsi que Ghana, où la maladie a été identifiée chez les animaux uniquement. Dans les sept premiers de ces pays, 66 décès ont été signalés au cours des cinq premiers mois de 2022.

Mission UNESCO/ ICOMOS : Comprendre les objectifs et les perspectives

La mission de l'Unesco et l'Icomos a bien démarré à Anjouan. Les visites et réunions ont bien eu lieu. Votre quotidien y était pour comprendre la mission, ses objectifs et les perspectives pour les Comores. La mission se compose d'experts nationaux et internationaux (Unesco/ Icomos / CNDRS, MEN, UDC).



Des visites qui ont un réel impact sur le dossier de nomination. Lors de ce dernier, il y a eu différentes interventions, histoires et questions sur les médinas, maisons, mosquées, mais surtout de prises de photos. Et même sur l'histoire politique et économique du pays. Plusieurs aspects communs entre les bâtiments visités, dont la plupart sont délabrés, mais d'autres en rénovation. Certaines maisons sont découpées pour des cessions d'héritage. Les experts recensent beaucoup d'influence, notamment Oman et n'affichent rien de bon.

Le fond de la mission dans les îles

« C'est une mission de vérification de l'état d'avancement des travaux qui étaient entamés par les autorités comoriennes. Déjà, avec l'appui de l'Unesco dans le temps et pour faire le point pour pouvoir avancer ensemble jusqu'à la nomination. Nous espérons qu'on succède à la candidature », souligne Simoné Ricca, expert Unesco. « C'est une étape fondamentale pour rencontrer des gens, pour connaître les sites, vérifier le mécanisme de gestion et l'état de conservation qui vont être proposés », explique-t-il avant de préciser que la mission est double. « Il y a d'un côté l'Icomos qui est là pour vérifier l'état de la valeur universelle exceptionnelle du site et moi, qui suis là pour imaginer un peu les étapes pour avancer. Nous n'avons pas exactement le même terme de référence, charge, mais le même but. Ce dernier est d'aider le pays à arriver à la nomination et arriver à inscrire ses sites », indique-t-il.

Pour l'experte Icomos, Luisa De Marco, c'est sa première en Afrique, notamment aux Comores qu'elle est accueillie de la sorte lors d'une mission. Selon elle, la mission est organisée par l'Unesco parce que les Comores ont l'intention de s'inscrire aux listes du patrimoine mondial qui symbolise les sites les plus beaux, les plus importants du monde entier et de créer le sultanat des Comores. « Le centre du patrimoine mondial a organisé une mission de soutien pour aider les Comores qui ont beaucoup travaillé. Nous avions besoin de consultation technique, de mieux définir certains

Suite de l'article

Covid-19 – le point au 3 juin : 158 cas positifs, dont 13 admis à l'ENT



Avec l'arrivée de l'hiver, les cas de Covid-19 semblent en légère hausse avec 158 cas enregistrés vendredi dernier, dont 114 cas locaux et 44 cas importés. Parmi ces cas positifs, 13 personnes sont actuellement admises à l'ENT.

L'un des patients totalement vacciné, âgé de plus de 60 ans et présentant de multiples comorbidités, est sous ventilator. Parmi les 12 autres qui sont sous oxygène, on retrouve un patient totalement vacciné, 3 partiellement et 8 qui n'ont jamais été vaccinés. Cependant, les hôpitaux n'ont enregistré qu'un patient dans leurs services à travers l'île vendredi.
À noter que le pays a enregistré un nouveau cas de mortalité pendant la semaine. Au niveau de la campagne de vaccination, si les deux premières doses ont connu un engouement certain avec 1 009 857 et 976 757 candidats, cependant, la 1re booster dose a connu une baisse de 38% environ avec 623 348, alors que la 2e booster dose a été carrément boudée avec seulement 8 129 candidats.

Le même phénomène a été observé à Rodrigues avec les deux premières doses dépassant les 70%— 73,21% (1re dose) et 72,05% (2e dose) —, alors que la booster dose a atteint seulement les 15%.
Chez les jeunes -18 ans, il y a eu quand même 75 370 et 69 246 qui ont fait le vaccin, alors que chez les 5-11 ans, le niveau reste relativement faible, puisqu'on avait noté une forte résistance de la part des parents qui s'interrogeaient sur les conséquences sur leurs enfants.